

Fis
Miss Morley



DECLARATIONS ET DISCOURS

CANADA

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

70/24

LE CANADA ET LA NOUVELLE EUROPE

Discours de M. Mitchell Sharp, secrétaire
d'Etat aux Affaires extérieures, au *Rotary
Club* d'Ottawa, le 14 décembre 1970.

Le Gouvernement a publié, au cours de l'année, une série de brochures intitulée *Politique étrangère au service des Canadiens* que je recommande à votre attention. J'espère que tous vous vous empresserez de les acheter.

Ces documents exposent aux Canadiens les résultats d'une étude fondamentale de la politique étrangère du Canada, étude qui a pour objet d'aligner cette politique, dans ses principes comme dans son application, sur les besoins du Canada moderne dans le monde moderne. L'étude préconise un élargissement des horizons canadiens. Cet élargissement découle de l'acceptation de notre véritable position dans l'hémisphère occidental, qui nous demande de nous orienter vers le Pacifique autant que nous nous sommes toujours orientés à l'est, vers l'Europe, de regarder aussi au nord, vers l'Arctique, et, au sud, non seulement vers les États-Unis, mais, au delà, vers les Caraïbes et l'Amérique latine.

Ces nouvelles orientations de la politique étrangère revêtent de l'importance pour tous les Canadiens, en raison des occasions qu'elles offrent de diversifier les relations politiques et d'élargir le cadre de nos échanges commerciaux, sphères d'action qui toutes deux tendent à renforcer notre souveraineté et notre indépendance.

Il n'en reste pas moins, cependant, -- fait que l'étude ne manque pas de souligner --, qu'au point de vue des rapports politiques et du commerce, les relations du Canada avec les États-Unis et l'Europe occidentale continuent d'être de première importance.

J'ai intitulé mes observations de cet après-midi; "Le Canada et la nouvelle Europe", mais je parlerai aussi du Canada et des États-Unis. La position américaine dans les affaires mondiales est si prééminente que toute politique et activité des États-Unis influent profondément sur les politiques et les activités de toutes les nations.

Je rentre tout juste d'un voyage en Europe où j'ai visité Londres, Bruxelles et La Haye. Mes visites auprès des gouvernements britannique, belge et néerlandais et de la Communauté économique européenne avaient pour but de discuter de l'élargissement prévu du Marché commun en raison de l'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres pays de l'Association européenne de libre échange, des effets que cette importante transformation de la Communauté pourrait avoir à l'égard du commerce canadien avec l'Europe, et de ses répercussions sur les relations internationales.

Peu avant mon départ d'Ottawa, j'ai eu avec des hautes personnalités de l'Administration des États-Unis, notamment avec le secrétaire Rogers, des entretiens qui ont porté en général sur les mêmes sujets.

Le calendrier de mes visites en Europe a été déterminé par la réunion ministérielle de l'OTAN qui a lieu tous les ans en décembre en vue de l'examen des questions de défense et des questions politiques. J'aimerais donc dire d'abord quelques mots sur le Canada et l'OTAN. Au cours de la révision de notre politique étrangère, l'une des questions que l'on devait traiter et régler le plus tôt possible était notre participation à l'OTAN et les problèmes connexes de nos effectifs en Europe. A la suite des décisions prises, le Canada est et demeurera parfaitement fidèle à ses engagements à titre de membre de l'Alliance nord-atlantique. La sécurité du Canada est inextricablement liée à celle de l'Europe et le Canada continuera de jouer son rôle dans le dispositif de sécurité de l'Europe.

Ces décisions ont été prises après un examen approfondi des conditions qui règnent en Europe et des tendances qui s'y manifestent, ainsi que des attitudes qui sont adoptées au Canada et des choix qui s'offrent à lui sur des sujets allant du désengagement vis-à-vis des rapports actuels de puissance dans le monde jusqu'à l'accroissement de notre participation au dispositif de sécurité collective. Peu de pays membres de l'OTAN ont soumis leur participation à cet organisme à une étude aussi consciencieuse. Que le Canada ait décidé, après avoir fait une telle étude, qu'il est de son intérêt d'en rester membre et de continuer à assurer une présence militaire en Europe, cela renforce l'Alliance.

Dans ces conditions, la décision à prendre sur la répartition des ressources canadiennes de défense, entre le secteur européen et les régions de l'Amérique du Nord et de l'Atlantique de l'OTAN, dépend surtout du lieu où ces ressources peuvent servir le plus efficacement dans l'intérêt commun. Je peux vous dire cependant que le Gouvernement canadien n'envisage aucune réduction nouvelle de sa participation militaire en Europe dans un avenir prévisible.

L'étude de la politique étrangère est allée bien au-delà des considérations de sécurité. Elle a porté en grande partie, comme il se doit, sur le problème principal qui se pose au Canada et qui est de savoir comment rester indépendant tout en vivant en harmonie avec la plus grande puissance du monde, les États-Unis. Les pays de l'Europe de l'Ouest connaissent aussi ce souci, mais celui-ci prend une acuité particulière pour le Canada en raison de la proximité géographique, de l'interdépendance économique, du partage de la défense du continent nord-américain et de l'influence pénétrante de la culture américaine sur la société canadienne.

Le maintien d'un degré suffisant d'indépendance économique et politique en face de la puissance et de l'influence américaines constitue un problème qui nous est commun avec les pays de l'Europe occidentale. La solution de ce problème crée immédiatement une communauté d'intérêts et une occasion de travailler ensemble. Le Canada cherche à conserver avec l'Europe de solides liens politiques, économiques et sociaux, non pas pour s'opposer aux États-Unis, mais pour créer un sain équilibre des rapports au sein de la Communauté de l'Atlantique Nord.

Même si beaucoup d'Européens comprennent parfaitement la force des liens historiques et culturels qui unissent l'Europe au Canada et les magnifiques occasions de coopération scientifique et économique dont peuvent bénéficier nos deux sociétés, certains chefs d'État européens ont trop souvent tendance à dire au Canada: "Vos intérêts sont bien sauvegardés par vos relations étroites avec les États-Unis; acceptez le fait que vous êtes une nation nord-américaine et réglez vos problèmes avec les États-Unis".

Ce n'est pas un choix acceptable pour le Canada. Les États-Unis sont et resteront notre ami et notre allié le plus proche, mais il n'en reste pas moins vrai que le Canada n'acceptera jamais une quelconque hégémonie des États-Unis. Le Canada entend rester souverain, libre et indépendant. C'est dans la poursuite de cet objectif primordial qu'il est essentiel d'entretenir de solides et saines relations avec les pays d'Europe.

Lorsque les Canadiens regardent de l'autre côté de l'Atlantique, ils y voient certes une nouvelle Europe en pleine évolution. Le rideau de fer n'est plus tellement imperméable aux échanges commerciaux, aux échanges d'idées ni à la méthode des négociations. La Communauté économique européenne est devenue une réalité dynamique. Nous nous sommes bien rendu compte de cette évolution, mais nous ne nous sommes peut-être pas assez rendu compte de sa signification ni de ses conséquences pour le Canada.

Nous apprenons vite. L'élargissement du Marché commun à dix membres ayant divers accords préférentiels avec quelque cinquante autres pays va drainer 40 p. 100 du commerce mondial. On peut prévoir que ce marché importera quelque 16 p. 100 de ce qu'il consomme. Le Canada ne peut se permettre de rester en dehors d'un aussi grand marché ni prétendre ignorer ce qu'il représente pour nos échanges internationaux, c'est-à-dire pour le commerce qui nous fait vivre.

Voici l'une des principales raisons de ma visite aux Communautés européennes à Bruxelles, ainsi qu'à certaines autres capitales des Six pays du Marché commun, et l'une des raisons de mes entretiens avec les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis. Il est d'importance capitale pour moi, en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de constater par moi-même les événements qui surviennent ou sont sur le point de se produire en Europe et de rencontrer personnellement ou de renouer connaissance avec les personnalités qui travaillent à la transformation de l'Europe. Car c'est précisément ce qui se passe là-bas; les Six d'un côté et les quatre candidats de l'autre, qui, ensemble, constituent le noyau de la Communauté élargie, transformeront la carte de l'Europe occidentale et, dans une certaine mesure, l'équilibre économique et politique que nous connaissons depuis la fin de la guerre.

La Communauté élargie deviendra le plus grand ensemble importateur du monde, et les Six, de même que les quatre candidats, partagent jusqu'à un certain point la responsabilité de la rupture de l'équilibre des relations dans le domaine du commerce multilatéral, tel que nous l'avons connu jusqu'à présent. Même s'il est vrai que les membres de la Communauté et les pays candidats sont engagés dans des négociations extrêmement délicates, complexes et longues, qui constitueront la Communauté agrandie, ils devront, à un moment donné, se rendre compte de leur poids et de leur importance dans la nouvelle configuration du monde occidental. La Communauté agrandie est-elle prête à assumer des responsabilités mondiales en rapport avec son importance et son envergure? Pouvons-nous nous attendre à ce que la Communauté agrandie exerce une influence libéralisante sur le commerce mondial?

Il est possible que dans le passé nous ayons considéré la montée du Marché commun un peu trop sous l'angle des menaces et des contraintes que celui-ci semble faire peser sur nous et pas assez en fonction des défis et des possibilités qu'il nous offre. Nous devons nous apprêter à profiter de ce grand marché en expansion, non pas simplement comme une région où vendre des quantités croissantes de produits primaires de nos fermes, de nos mines et de nos forêts, mais aussi comme un débouché pour les produits finis de nos industries secondaires.

Le Marché commun peut absorber, avec profit pour lui et pour nous, une bien plus grande quantité de produits manufacturés canadiens. A un moment où le chômage atteint dans notre pays près de 7 p. 100 de la main-d'oeuvre et qu'il est malheureusement plus élevé encore dans certaines régions, il est indispensable que nous bâtissions notre industrie secondaire de produits manufacturés. Les industries d'extraction peuvent contribuer à la richesse du Canada, mais elles ne peuvent créer assez d'emplois pour notre population en croissance.

Les hommes d'affaires canadiens ont un rôle à jouer pour faire face à cette situation nouvelle. L'amélioration de notre balance commerciale atteste de l'habileté et de l'énergie qu'ils mettent à s'assurer leur part des marchés à l'étranger. Pour satisfaire aux exigences d'un marché ultra-moderne en Europe, nous devons nous familiariser avec lui, nous devons être prêts à vaincre une concurrence serrée, que ce soit sur le plan des modèles ou sur celui des prix, et nous devons utiliser au maximum les avantages que nous possédons, c'est-à-dire notre ingéniosité, nos techniques et notre génie des affaires.

Nous éprouvons des inquiétudes très réelles au sujet de certaines des conséquences qu'engendrera l'élargissement de ce vaste marché. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun va créer des perturbations et des déplacements dans les exportations du Canada, surtout en ce qui concerne les produits agricoles. Je ne propose pas que l'on freine ou que l'on retarde la croissance du Marché commun parce qu'elle ne convient pas au Canada. J'estime plutôt, et j'ai insisté là-dessus auprès de mes collègues en Europe, que l'élargissement de la Communauté n'a pas à se réaliser et ne doit pas se réaliser au détriment de pays tiers comme le Canada.

Il y a aussi le danger très réel d'une polarisation du marché entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Il a fallu une génération pour atténuer la polarisation de la politique de puissance qui nous a menés à la Guerre froide; il pourrait être encore plus ardu de nous remettre d'une polarisation du commerce qui mènerait à la guerre commerciale. Ce serait réellement désastreux pour le Canada. Nous avons probablement plus à perdre que tout autre pays du protectionnisme des États-Unis et des représailles d'autres pays. Nous pourrions n'avoir pas d'autre choix que d'être complètement à la remorque des États-Unis ou d'être repoussés dans l'isolement.

Dans le processus d'expansion et de consolidation du Marché commun apparaît un nouveau bloc commercial, formé non seulement des pays membres de la Communauté européenne, mais d'un grand nombre de pays associés de diverses façons à la Communauté grâce à des arrangements commerciaux préférentiels. Le principe de non-discrimination dans les relations commerciales est battu en brèche sur un vaste front. Cela se produit en même temps que se confirment les tendances protectionnistes aux États-Unis, comme en témoigne le projet de loi Mills soumis récemment au Congrès. A mon avis, il convient de se soucier de ce que ces phénomènes européens et américains peuvent avoir pour effet de s'aggraver les uns les autres.

On se souviendra que la formation de la Communauté économique européenne s'est accompagnée de la négociation Kennedy. A cette époque, l'Europe et le monde étaient engagés ensemble dans une marche très impressionnante vers une plus grande liberté du commerce. Il reste peu d'indices aujourd'hui de l'harmonie de ces rapports, il y a même des indices du contraire.

La semaine dernière, lors de mes entretiens avec les dirigeants européens j'ai fait valoir que, tout en s'acheminant vers l'unité économique et politique, l'Europe ne doit pas oublier l'unité plus vaste du monde, où la vie même de toutes les nations est en jeu. A Ottawa, j'ai vivement insisté sur ce point auprès des représentants de l'administration américaine.

Je ne pense pas être alarmiste; des observateurs sagaces des deux côtés de l'Atlantique redoutent un tel affrontement. Nous ne pouvons nous permettre une si coûteuse erreur. Figurez-vous un moment l'aspect du monde où un tel affrontement se produirait. En Extrême-Orient, nous assistons au miracle économique du Japon. Les Japonais abandonnent peu à peu leurs restrictions à l'importation. Ils ne seront pas encouragés dans cette voie par des mesures rétrogrades adoptées dans l'Ouest. La Chine apparaît sur la scène internationale comme une future super-puissance et, en raison de sa population, comme un marché éventuellement plus important que l'Europe.

Dès 1972, ou même en 1971, il se pourrait que le Gouvernement de Pékin siège aux Nations Unies. Le Canada entretient, certes, l'espoir que cela va se réaliser. Les changements que pourrait entraîner cet événement sont incalculables. On connaît peu les intentions de la Chine. Par contre, si l'Europe et l'Amérique du Nord consacrent trop d'efforts à un stérile conflit commercial, il leur sera certainement difficile de relever les défis et de saisir les occasions que suscitera la participation croissante de la Chine aux affaires internationales.

Les occasions d'échanges commerciaux avec les pays de l'Europe de l'Est se multiplient à un rythme accéléré. Nous devons nous mettre en état d'en tirer le meilleur parti, non seulement à cause des avantages économiques qu'ils peuvent nous apporter, mais parce qu'ils concourent grandement à améliorer les relations Est-Ouest. L'accroissement du commerce, en effet, entraîne des relations plus fréquentes, une meilleure compréhension et augmente les chances de négocier efficacement certaines questions. C'est en unissant leurs efforts, en faisant preuve de détermination, en usant de patience et d'habileté que l'Europe et l'Amérique doivent chercher à mieux s'entendre avec l'Union soviétique et non pas en se livrant une guerre commerciale ou en s'affrontant sur quelque autre plan.

Les pays en voie de développement (du Tiers-Monde) doivent guetter le moindre geste en ce sens avec une appréhension et une inquiétude croissantes. D'ailleurs, la prochaine décennie exigera, des études récentes sont venues renforcer cette conviction, que nous fassions tout en notre pouvoir, sur le plan de l'aide et des échanges commerciaux, pour permettre à ces pays de sortir du cercle vicieux de la pauvreté, de la faim et de la surpopulation. Cette tâche nécessite l'effort concerté de tous les pays industrialisés.

Les pays d'Amérique du Nord et d'Europe ne sont pas responsables que d'eux-mêmes. Gardiens d'une bonne partie du savoir, des ressources techniques et des biens du monde entier, ils ont des comptes à rendre aux pays en voie de développement. Leur maturité et leur expérience politiques les obligent à consacrer toute leur énergie à chercher une solution durable aux conflits mondiaux.

J'ai dit que le Canada nourrit de réelles inquiétudes, et c'est la vérité. Mais le Canada croit aussi que la raison l'emportera sur la recherche d'un avantage passager et que les pays d'Amérique du Nord et d'Europe continueront de collaborer pour le plus grand bien de l'humanité.

S/C